CICR

Genève (CICR) – Les effets dévastateurs des graves crises qui ont éclaté au Soudan du Sud et en République centrafricaine à la fin de 2013 continuent de se faire sentir. Le conflit en Syrie a pris des proportions catastrophiques, avec des répercussions lourdes sur l'ensemble de la région. Dans des contextes tels que l'Afghanistan, Israël et les territoires occupés, la République démocratique du Congo ou la Somalie, d'innombrables civils continuent de subir les conséquences de conflits armés qui se prolongent. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est attaché tout au long de 2013 à répondre efficacement à ces crises et d'autres situations complexes et à venir en aide aux personnes en détresse – plus nombreuses que jamais.

« Tout au long de l'année, nous avons dû faire face à la complexité croissante des conflits armés, au coût humain souvent dramatique de la violence – aggravé par les catastrophes naturelles et les crises socioéconomiques sous-jacentes – et à de nombreux défis pour répondre aux besoins multiples des personnes touchées », a déclaré le président du CICR, Peter Maurer, lors d'une conférence de presse tenue à Genève à l'occasion de la présentation du rapport d'activité de l'institution. « Le CICR s'est employé en priorité à améliorer l'accès aux populations ayant besoin d'assistance et à trouver de nouveaux moyens de surmonter les obstacles à une action humanitaire neutre, impartiale et indépendante ».

Malgré les nombreuses contraintes qui s'exercent en Syrie, le CICR et le Croissant-Rouge arabe syrien ont distribué des vivres et des articles ménagers de première nécessité à des millions de personnes, dont la plupart avaient fui leur foyer. Environ 80 % de la population a pu être approvisionnée en eau potable, le CICR ayant fourni aux services des eaux locaux des produits pour le traitement de l'eau, des pièces de rechange, des pompes et des générateurs.

Le nord du Mali et la Somalie sont restés des exemples édifiants des graves conséquences, sur le plan humanitaire, d'une crise alimentaire conjuguée à une insécurité chronique, ainsi que des obstacles à l'accès humanitaire. « Les collaborateurs du CICR sur le terrain ont fait tout leur possible pour rester aux côtés de ceux qui avaient besoin d'aide et ont pu atteindre un nombre croissant de personnes. Ils étaient parfois pratiquement les seuls travailleurs humanitaires présents sur place », a précisé M. Maurer.

Gagner la confiance et obtenir l'acceptation de toutes les parties concernées, notamment au travers d'un dialogue bilatéral et confidentiel, est resté un objectif essentiel pour l'institution. « C'est ainsi, par exemple, que le CICR est parvenu en 2013 à reprendre ses visites aux prisonniers au Myanmar et à obtenir un meilleur accès aux personnes détenues à Bahreïn, en Éthiopie, au Nigéria et en Somalie », a expliqué M. Maurer.

Néanmoins, les risques inhérents à cette approche se sont fait sentir, notamment en termes de sécurité. L'attaque perpétrée en mai contre la sous-délégation du CICR à Jalalabad (Afghanistan), qui a fait un mort et un blessé parmi le personnel, en est un exemple. Un autre

est le grand nombre de volontaires du Croissant-Rouge arabe syrien – partenaire privilégié du CICR – qui ont été tués depuis le début du conflit dans ce pays : on déplorait 33 décès à la fin de 2013. Les enlèvements ont constitué une menace grandissante pour les travailleurs humanitaires ; trois employés du CICR sont ainsi toujours retenus en Syrie.

La coopération avec les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, notamment les partenariats opérationnels dans le cadre desquels des milliers de volontaires Croix-Rouge/Croissant-Rouge ont œuvré aux côtés des équipes du CICR, a joué un rôle vital dans les activités de l'institution. Elle a permis au Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de mener une action forte, par exemple en Colombie, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et au Myanmar. Dans certains cas, comme après le passage du typhon Haiyan aux Philippines, des équipes médicales de Sociétés nationales ont été déployées pour renforcer les opérations du CICR.

Les activités dans le domaine de la santé ont conservé une place centrale dans les efforts du CICR. En 2013, quelque 8,2 millions de personnes en ont bénéficié. Dans l'État de Jonglei, au Soudan du Sud, trois équipes chirurgicales du CICR ont été déployées à plusieurs reprises pour aider à soigner les centaines de personnes blessées dans les violences. À Kandahar (sud de l'Afghanistan), le CICR a maintenu son soutien à l'hôpital Mirwais, seul grand établissement chirurgical de la région, qui dessert plus de cinq millions d'habitants.

Par ailleurs, le CICR a poursuivi son action à tous les niveaux pour combattre le problème, grave mais trop souvent négligé, de la violence contre les personnes qui dispensent ou reçoivent des soins de santé. De nombreuses délégations ont ainsi collecté des informations sur des incidents survenus et entrepris des démarches auprès des auteurs présumés. Entre janvier 2012 et juillet 2013, plus de 1 400 incidents de ce type ont été répertoriés dans pas moins de 23 pays ; plus de 90 % concernaient directement des fournisseurs de soins de santé locaux (privés et publics) et 14 % ont touché des Sociétés nationales. Des ateliers et consultations ont été organisés pendant lesquels des spécialistes, des personnels de santé et des membres des forces armées ont débattu de diverses questions liées à cette problématique.

Le CICR est plus déterminé que jamais à s'attaquer aux causes et aux effets de la violence sexuelle dans les conflits armés. « La violence sexuelle est un crime particulièrement brutal qui a des conséquences dramatiques pour les victimes, leur famille et les communautés tout entières », a indiqué M. Maurer. Au cours des quatre années à venir, l'institution renforcera et élargira ses activités liées à la violence sexuelle, en particulier dans les domaines des soins de santé, de la sensibilisation et de l'assistance.

Le CICR a mené des opérations de grande ampleur, comme le reflètent son budget initial de 988,7 millions de francs suisses pour les appels d'urgence 2013 et les huit rallonges budgétaires demandées durant l'année, ce qui porte les dépenses totales à 1,045 milliard de francs (environ 1,128 milliard de dollars US). Il a distribué des vivres à 6,8 millions de personnes, et ses projets en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de construction ont bénéficié à plus de 28,7 millions de personnes